



VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 12 au 16 octobre 2026

Faits saillants

- Région : vers une croissance de 0,7 % au Japon en 2026 et une nette accélération en Corée avec un PIB en hausse de 3,3 %
- Légère détente des taux à 10 ans des obligations souveraines japonaises (JGBs)
- La Corée a achevé son premier trajet maritime entre l'Europe et l'Asie, via l'Arctique.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 16/10	Var. vs. 09/10
USD/JPY	158,1	-0,1 %
USD/KRW	1 332,4	-0,5 %
Nikkei 225	65 324 pts	-5,4 %
KOSPI	5 668 pts	-14,5 %
JGB 10 ans	2,923 %	-8,3 pbs
KTB 10 ans	4,189 %	+20,5 pbs

Région

Croissance | Dans son dernier *World Economic Outlook* publié cette semaine en marge des assemblées FMI/Banque mondiale à Bangkok, le FMI a relevé de +0,1 pp sa prévision de croissance du Japon pour 2026, à 0,7 %, et maintenu celle de 2027 à 0,7 %, après 1,2 % en 2025. La décélération de l'activité par rapport à l'an dernier traduit le renchérissement des coûts énergétiques lié au conflit au Moyen-Orient, dont les effets ne seraient que partiellement atténués par les mesures de soutien budgétaire du gouvernement ; la croissance se stabiliserait en 2027 à mesure que le choc énergétique se dissiperait. Le FMI projette que le Japon reculerait au 6^{ème} rang mondial en 2027 (4^{ème} en 2026) en termes de PIB nominal (4 470 Mds USD), en large partie sous l'effet de la dépréciation durable du yen, derrière l'Inde (4 520 Mds USD) et le Royaume-Uni (4 490 Mds USD). S'agissant de la Corée, le FMI a relevé ses prévisions de croissance à 3,3 % en 2026 contre 2,6 % projeté en juillet (+0,7 pp). L'accélération de la croissance sud-coréenne s'explique par la vigueur des exportations de semi-conducteurs, portées par la demande mondiale d'IA, surcompensant les effets récessifs du conflit au Moyen-Orient. Le FMI alerte néanmoins de la concentration des bénéfices dans les seuls secteurs technologiques, la redistribution des revenus aux ménages et sur l'ensemble de l'économie demeurant très inégale. En parallèle, le FMI a nettement abaissé ses prévisions de dette publique coréenne, à 46,1 % du PIB en 2026 (contre 54,4 % dans ses prévisions d'avril dernier). Cette amélioration, soutenue par la croissance et les perspectives de recettes fiscales, devrait se poursuivre à moyen terme (48,3 % en 2028 ; 51,3 % en 2030).

Japon

Macroéconomie

Inflation | Malgré un ralentissement de la hausse des prix à la production, les pressions inflationnistes demeurent élevées. En septembre, les prix à la production ont crû de +6,8 % sur un an (après +7,6 % en août). La hausse des prix à la production a été particulièrement marquée pour les métaux non ferreux (+40,2 %), les produits chimiques (+13,3 %) et les matières plastiques (+12,8 %), sous l'effet combiné du renchérissement des intrants importés et de la demande liée à l'IA. À l'inverse, le recul des prix agricoles (-13,3 %), notamment du riz, et les subventions sur les produits pétroliers ont contribué au ralentissement de l'indice global des prix à la production depuis juillet (-0,3 pp en août et septembre). De leur côté, les anticipations des ménages se stabilisent en restant à des seuils très élevés : 86,5 % d'entre eux anticipent ainsi une hausse des prix à cinq ans. Si le ralentissement des prix à la production réduit l'urgence d'un nouveau relèvement du taux directeur de la BoJ lors de la réunion des 29 et 30 octobre, J. Koeda, membre du *Policy Board* de la BoJ, a toutefois appelé à conduire une politique monétaire davantage *hawkish*, estimant que les risques haussiers sur les prix (yen faible, tensions géopolitiques) demeuraient importants. Les marchés estiment désormais à 90 % la probabilité d'un nouveau relèvement du taux directeur d'ici décembre. Dans ce contexte, les nouvelles prévisions de croissance et d'inflation de la BoJ – publiées le 30 octobre – seront suivies de près pour préciser le calendrier des prochaines hausses de taux. A noter qu'en marge des assemblées de Bangkok, le FMI a souligné la volatilité récente des taux de change, en particulier en Asie, estimant que des interventions ponctuelles – comme celles conduites par les autorités japonaises en mai et juillet 2026, en coordination avec le Trésor américain – pouvaient se justifier en cas de mouvements désordonnés menaçant la stabilité des prix.

Secteur financier

Marché boursier | Le *Nikkei 225*, principal indice de la Bourse de Tokyo, a enregistré 5 sessions de repli du 7 au 15 octobre dans le sillage du décrochage des valeurs technologiques états-uniennes induit par des inquiétudes sur le financement des infrastructures IA dans un environnement monétaire potentiellement durablement restrictif (inflation à +3,7 % en glissement annuel aux Etats-Unis en septembre, supérieure aux attentes de marché). Les valeurs japonaises liées aux semi-conducteurs ont particulièrement souffert le 15 octobre, *Advantest* cédant plus de 10 % et *Kioxia* 6,6 %. La hausse persistante des prix du pétrole, sur fond de tensions persistantes au Moyen-Orient, a également pesé sur le sentiment des investisseurs. Le *Nikkei 225*, qui affichait 65 324 points ce vendredi, a ainsi perdu plus de 10 % par rapport à son record de juin (72 366 points), tout en conservant une progression d'environ 35 % sur un an.

Marché obligataire | Après avoir atteint fin septembre 3,1 % sur les maturités à 10 ans, plus haut niveau depuis 1996, le rendement des obligations souveraines nippones (JGBs) s'est légèrement replié cette semaine à la faveur d'un regain de demande des investisseurs domestiques conjugué à la correction du marché boursier. Le rendement à 10 ans est ainsi retombé à 2,9 %, son plus bas niveau depuis environ un mois, tandis que l'adjudication des émissions à 30 ans cette semaine s'est soldée par un ratio de couverture de 3,88, contre 3,79 lors de la précédente émission et une moyenne de 3,56 sur douze mois. Selon la *Japan Securities Dealers Association*, les grandes banques et compagnies d'assurance ont acheté pour 5 400 Mds JPY nets de JGBs de maturité supérieure ou égale à deux ans entre avril et août, leur plus important volume sur cinq mois depuis début 2023. Les flux restent toutefois contrastés selon les investisseurs : les fonds de pension auraient parallèlement acheté 11 400 Mds JPY nets d'obligations étrangères

à long terme depuis le début de l'année (*Financial Times*). A ce stade, ces évolutions ne corroborent pas l'hypothèse d'un rapatriement généralisé des capitaux japonais. Lors d'une conférence tenue le 14 octobre à Bangkok, le Vice-ministre des Finances en charge des Affaires internationales, A. Mimura, a souligné que les investissements du *Government Pension Investment Fund* (GPIF, 2^{ème} plus grand fonds de pension mondial) soutenaient « le bon fonctionnement et la liquidité » des marchés financiers mondiaux. Le GPIF consacre environ 25 % de son portefeuille d'investissement au marché obligataire étranger.

Secteurs non financiers

Semiconducteurs | Les autorités japonaises ont annoncé cette semaine investir jusqu'à 21 Mds USD pour le financement de deux usines de semi-conducteurs dans l'Etat de New York, qui seront exploitées par le fabricant américain de semi-conducteurs *GlobalFoundries*. Une enveloppe initiale de 10 Mds USD financera la première usine, dont la mise en service est prévue en 2029 ; la construction d'une seconde usine, d'un montant équivalent, reste encore conditionnelle. Dans le cadre d'un accord distinct, la participation du gouvernement américain au capital de *GlobalFoundries* passera d'environ 3 % à 7 %. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'accord bilatéral conclu en 2025, prévoyant des investissements japonais aux Etats-Unis à hauteur 550 Mds USD en contrepartie d'un allègement des droits de douane américains sur les importations d'automobiles japonaises. L'entreprise japonaise *Renesas* figure parmi les premiers clients identifiés pour ces nouvelles capacités de production, tandis que des équipementiers japonais de premier plan, tels que *Tokyo Electron*, participeront au projet en tant que partenaires. Les flux de trésorerie disponibles générés par les investissements seront répartis à parts égales entre les deux pays jusqu'à un seuil prédéfini, au-delà duquel 90 % reviendront aux États-Unis. Cette initiative illustre la volonté des deux pays de renforcer leur alliance industrielle dans le secteur stratégique des semi-conducteurs.

Automobile | Le groupe japonais *Mazda Motor* a annoncé relocaliser au Japon une partie de ses capacités de production de faisceaux de câbles automobiles, destinés à son modèle SUV CX-5. Le groupe a récemment mis au point, avec son fournisseur *Yazaki*, une méthode permettant d'automatiser une partie de la production, à l'aide de robots industriels. Déjà opérationnels sur le site de l'usine *Yazaki* (préfecture de Yamaguchi), ces robots sont capables d'effectuer des opérations comme l'enroulement de rubans adhésifs autour des câbles, dont le contrôle est assuré par une analyse des images par IA. Grâce à ce nouveau procédé, *Mazda* compte réduire ses coûts en main d'œuvre et le nombre de fils utilisés (-80 %), tout en accroissant en parallèle ses approvisionnements au Japon. La production de ces faisceaux de câbles, très exigeante en main d'œuvre, était jusqu'ici principalement assurée sur des sites situés en Asie du Sud-Est, où les coûts de la main d'œuvre sont plus faibles. La guerre d'agression russe en Ukraine depuis 2022 a considérablement perturbé les chaînes d'approvisionnement en faisceaux de câbles, contraignant les constructeurs automobiles à réduire ou interrompre leur production. L'annonce de *Mazda* constitue une illustration concrète du recours accéléré à l'automatisation dans le secteur automobile, en réponse aux tensions accrues sur les chaînes de valeurs.

Défense | La « *Edgewing* », coentreprise chargée du développement du futur avion de combat dans le cadre du Global Combat Air Programme (GCAP), mené par le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie, a inauguré le 9 octobre à Turin son premier centre de conception et de développement hors du Royaume-Uni, où se trouve son siège. Un centre similaire devrait également ouvrir au Japon début 2027, pouvant générer à terme près de 1 000 personnes. Détendue à parts égales par la *Japan Aircraft Industrial Enhancement Co.* (JAIEC), créée conjointement par *Mitsubishi Heavy Industries* (MHI) et la *Society of Japanese Aerospace Companies* (SJAC), le Britannique *BAE Systems* et l'Italien *Leonardo*, *Edgewing* vise une entrée en service du futur avion de combat, destiné à remplacer le F-2 japonais et l'Eurofighter, à l'horizon 2035. Plusieurs

industriels japonais participent au programme, notamment *Mitsubishi Heavy Industries* pour la cellule, *IHI* pour le moteur et *Mitsubishi Electric* pour l'avionique. Les pays partenaires du programme, désormais en phase de conception donc, cherchent à élargir leur cercle des partenaires, notamment en vue de faciliter l'export du futur appareil. Ainsi, en juillet, le consortium du GCAP a annoncé la participation du Canada en qualité d'observateur, et, début octobre, à l'issue d'un sommet germano-britannique, le Premier ministre britannique a déclaré accueillir favorablement une éventuelle participation de l'Allemagne. L'élargissement du partenariat pourrait certes réduire la charge financière de chaque pays, mais nécessiterait une révision des exigences du programme -et une possible complexification de la production- au risque d'entraîner des retards dans son calendrier.

Corée du Sud

Macroéconomie

Démographie | L'administration Lee Jae-myung a présenté le 14 octobre son premier plan quinquennal dans le cadre de la stratégie démographique coréenne, visant à répondre au vieillissement de la population, tout en intégrant les enjeux régionaux et les transformations liées à l'IA. Le plan prévoit un renforcement des aides aux jeunes, notamment en matière de logement et d'emploi, ainsi qu'un soutien aux familles nombreuses. Cette stratégie élargit le champ des politiques démographiques à l'amélioration des conditions de vie des seniors, à l'intégration des personnes issues de l'immigration et à l'utilisation de nouvelles technologies (robots humanoïdes et IA) pour adapter les services publics des régions en déclin démographique. Ce plan, établi tous les cinq ans depuis 2006 et qui prévoit une consultation citoyenne s'agissant de l'élaboration des politiques publiques, intervient dans un contexte de net repli démographique : avec les tendances actuelles, la population passerait de 51 millions en 2026 à 36 millions d'ici 2072, malgré une légère hausse du taux de fécondité. En juillet, le taux de fécondité des Sud-coréennes a atteint 0,89 enfant par femme (contre 0,80 en 2025 et 0,75 en 2024), un seuil encore très en-deçà des 2,1 enfants par femme pour la population stable.

Secteurs non financiers

Transport maritime | La Corée du Sud a achevé cette semaine son premier voyage commercial sur la route maritime du Nord. Le porte-conteneur *PanStar* avait quitté le port de Busan le 22 août pour rejoindre les ports du Royaume-Uni, des Pays-Bas et de Pologne, via l'Arctique, avant de regagner Busan le 11 octobre. Cet aller-retour expérimental de 50 jours visait à évaluer le potentiel commercial d'un corridor maritime permettant de réduire le temps de trajet entre l'Europe et l'Asie d'un tiers environ par rapport à la route empruntant le Canal de Suez. Le gouvernement envisage des liaisons maritimes régulières avec l'Arctique d'ici 2030 pour faire de Busan un pôle maritime mondial et assurer la sécurité de son transport maritime face aux perturbations au Moyen-Orient. La viabilité économique du projet reste toutefois incertaine, le *PanStar* étant revenu sans fret importé, avec 1 743 EVP de conteneurs vides, tandis que les coûts d'exploitation, d'assurance et les contraintes liés à la navigation en Arctique (relations diplomatiques avec la Russie ; service de brise-glaces) constituent des contraintes supplémentaires. Un nouvel essai est prévu en 2027 afin d'évaluer la rentabilité du corridor et d'attirer les investissements privés, sans dépendre des subventions publiques sur le long terme.

Propriété intellectuelle | Le Ministère coréen de la Propriété intellectuelle (MOIP) a récemment lancé un nouveau conseil public-privé pour renforcer la compétitivité du pays en matière de brevets portant sur l'intelligence artificielle. Cette nouvelle alliance associe des instituts de

recherche, des universités, ainsi qu'une vingtaine d'entreprises coréennes de l'IA (telles que *LG AI Research*, *SK Telecom*, ou encore *Kakao*). Ce *K-AI Patent Strategy Council* a pour objectif de repositionner la Corée dans la course aux brevets sur l'IA, de protéger la souveraineté technologique coréenne et d'anticiper les litiges juridiques, notamment à l'étranger. Le MOIP a profité de la première réunion du conseil pour annoncer le projet de soutien aux brevets de l'IA souveraine, qui fournira financements et conseils juridiques aux entreprises coréennes pour sécuriser leurs brevets à l'international et ainsi être à même de concurrencer les entreprises américaines et chinoises. Tout ceci s'inscrit dans une volonté plus large des autorités d'intégrer systématiquement la stratégie de propriété intellectuelle dès la phase de recherche et développement en matière d'IA. Cela passe par un travail de cartographie des tendances en matière de brevets ainsi que des technologies prometteuses dans le domaine, ou encore l'utilisation de l'information brevets comme données d'entraînement de modèles d'IA pour aider à orienter les travaux de recherche et développement. L'objectif n'est ainsi plus seulement d'encourager les entreprises à déposer davantage de brevets pour sécuriser l'innovation *a posteriori*, mais d'en faire un outil à même de guider les activités de R&D dans l'objectif d'être les premiers à déposer les brevets sur les technologies clés, et ainsi prendre de l'avance dans la définition des nouveaux standards technologiques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr